

# FEDÉCHOSSES

POUR LE FEDERALISME

1995 - 4



90

EDITORIAL

Fédéchoses - \*F090\*

## CRISE DE LA DEMOCRATIE ET CRISE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE

Aujourd'hui, on prend de plus en plus conscience que le monde industrialisé est en train de traverser une phase de crise de la démocratie, c'est-à-dire qu'on vit un détachement croissant des citoyens par rapport à la classe politique censée les représenter. Il s'agit d'un phénomène qui se manifeste à travers les taux d'abstention aux élections, la prolifération de la corruption, la toute-puissance des lobbies, le renforcement des formations extrémistes ou "poujadistes" qui fondent leur pouvoir sur des manifestations de rejet massif de la politique qui se répandent chez les électeurs.

Certains en sont arrivés à prédire la fin de la démocratie ; tandis que, parmi ceux qui rejettent cette sombre perspective, beaucoup pensent qu'il serait possible d'apporter une réponse purement institutionnelle à la crise en utilisant en particulier les ressources mises à la disposition des hommes par les progrès technologiques. On estime que, dans un monde où les informations circulent avec une rapidité et un volume sans précédent et où les citoyens disposent de données infiniment plus nombreuses que dans le passé, pour se faire une opinion sur les problèmes que les hommes politiques doivent affronter, une participation limitée à un vote qui se reproduit de loin en loin est insuffisante pour donner à chacun le sentiment de peser sur le processus de prise de décisions politiques, ce qui provoque ce détachement des électeurs vis à vis de leurs représentants. Il conviendrait alors d'interroger plus fréquemment les citoyens sur le contenu des choix concrets en discussion en utilisant les instruments télématiques et en affinant les techniques de manière à éliminer le plus possible les simplifications excessives et les contradictions artificielles. L'objectif consisterait à éliminer progressivement la distance qui sépare le sondage du référendum et d'étendre toujours plus l'usage de cet instrument de manière à rendre à terme superflues les institutions représentatives et de réaliser une sorte de démocratie semi-directe.

♦ ♦ ♦

C'est un fait qu'il existe un lien entre le degré de développement de la technique et la structure du pouvoir. C'est grâce aux innovations qui ont permis aux personnes, aux biens, aux capitaux, aux informations et aux images de se transporter et d'être transmises toujours plus rapidement d'un point à l'autre du territoire que la démocratie a pu se transformer, de technique de gouvernement d'une cité, comme dans la Grèce antique, en technique de gouvernement d'un continent comme aujourd'hui aux Etats-Unis. Mais on peut faire les mêmes considérations à propos de la dictature. Le fait est que la technologie en tant que telle est neutre à l'égard des formes de gouvernement parce que les mêmes instruments peuvent être utilisés par des gouvernements pour opprimer et manipuler les gouvernés ou par les gouvernés pour contrôler les gouvernements ou pour les exclure du pouvoir.

♦ ♦ ♦

La démocratie n'est pas seulement une technique de gouvernement. Elle est fondée sur l'idée de citoyenneté. La citoyenneté, vécue comme valeur positive et non seulement comme un fait purement juridique, c'est avant tout la conscience d'appartenir à une communauté politique capable de poursuivre un grand dessein dont dépend la sécurité de chacun et la réalisation des conditions fondamentales pour l'affirmation des grandes valeurs de la vie en société. Cela s'est réalisé, même si c'était d'une manière imparfaite, dans l'histoire récente, à l'Ouest comme à l'Est, dans la phase la plus aiguë de la guerre froide quand l'opposition entre démocratie et communisme et la menace de la guerre nucléaire donnait à la politique un contenu idéal ainsi qu'une justification au consensus des citoyens à l'égard du pouvoir ; cela s'est encore réalisé quand Gorbatchev a suscité chez les hommes pendant une brève période, l'espérance que le monde pourrait s'acheminer vers une paix durable garantie par une Organisation des Nations-Unies capable d'assumer la fonction d'un véritable embryon de gouvernement mondial grâce à la collaboration des Etats qui en faisaient partie.

Mais cette période est finie et aucun grand dessein n'apparaît plus clairement aujourd'hui sur la scène de la politique mondiale. Les Etats-Unis sont désormais privés de leur rôle historique de défenseurs de la démocratie contre la menace du communisme. Ils doivent manifestement garantir seuls le gouvernement du monde et sont soumis pour leur politique extérieure, à des pressions toujours plus fortes dans le sens d'un désengagement international croissant. L'ONU est affaiblie par une grave crise de ses finances comme de son prestige. La Fédération russe qui a abandonné l'idéologie internationaliste est soumise à d'inquiétantes tentations impérialistes. L'Europe occidentale ne trouve pas la force d'affronter seule les problèmes de sa propre sécurité et de sa propre stabilité et risque de s'enfoncer à nouveau dans la logique suicidaire de l'affrontement entre intérêts nationaux divergents tandis que la partie orientale du continent est secouée de sursauts nationalistes et par la guerre inter-ethnique qui déchire l'ex-Yougoslavie. L'alliance entre les Etats-Unis et le Japon est en crise ce qui, en plus de provoquer de graves tensions commerciales entre les deux pays, place le Japon face à la responsabilité qu'il n'a jamais assumée depuis la dernière guerre et qui consisterait à se doter d'une propre politique étrangère et de sécurité ce qui aurait pour conséquence de transformer radicalement le cadre politique extrême-oriental, de réveiller dans les autres pays de la région des peurs et des réflexes de défense qui semblaient définitivement dépassés.

Certes, il ne manque pas dans le monde de signaux positifs tels que l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, le laborieux processus de paix entre Israël, le peuple palestinien et la Syrie et la fin probable de la guerre civile sanglante en Irlande du Nord. Mais le fait demeure que ces événements ne s'inscrivent pas dans un dessein mondial orienté vers la poursuite d'un grand objectif, capable de mobiliser les espérances et de susciter des énergies. Devant cette carence, les forces qui se battent pour la paix et l'émancipation des hommes dans les différents contextes régionaux où sont en cours de difficiles tentatives de dépassement des injustices séculaires et des haines profondes, risquent l'isolement et la défaite.



La crise de la démocratie s'identifie donc aujourd'hui avec la crise de l'équilibre mondial ou plutôt de la politique extérieure tout court. L'illusion que la victoire de la démocratie sur le communisme coïncidait avec la fin de l'histoire ayant disparu, ainsi que l'illusion gorbatchevienne que la paix mondiale pouvait être fondée sur la bonne volonté et la collaboration entre les peuples, la politique a perdu le nord et tend à dégénérer en une confrontation stérile entre des intérêts particuliers. Il faudra qu'elle retrouve un dessein global qui redonne aux hommes l'espérance et

ravigore la démocratie. Mais le dépassement de la crise présuppose désormais que l'on tire les conséquences de la mise en évidence, dont la conscience collective est aujourd'hui de plus en plus pénétrée, que l'humanité est maintenant **une seule communauté de destin**.

Cela signifie que la politique extérieure ne peut plus être considérée comme une activité dont le but consiste à garantir à chaque peuple les conditions de sécurité nécessaires pour poursuivre son propre progrès, car désormais le progrès de chaque peuple ne peut être poursuivi que dans le cadre du progrès général de l'humanité. C'est pour cela qu'un seul projet est aujourd'hui capable de faire ressentir aux hommes que, d'une certaine manière, ils participent à un processus global de réalisation des valeurs de la paix, de la liberté, de l'égalité et de la justice, même si l'objectif reste lointain, en renforçant ainsi leur sentiment de citoyenneté et en relançant la démocratie ; il s'agit de **l'abolition progressive de la politique extérieure c'est-à-dire de l'unification progressive du genre humain**.



La citoyenneté a une seconde dimension qui est aussi liée intrinsèquement à la démocratie. Il s'agit du sentiment d'appartenance à la cité. C'est dans la cité que réside la base culturelle de la démocratie qui s'enracine dans la prise de conscience de la nature des problèmes concrets, dans l'expérience immédiate des besoins de chacun, dans la discussion reprise jour après jour entre les hommes et les femmes qui se connaissent, mais certainement pas dans des méthodes aussi sophistiquées qu'impersonnelles de sondages d'opinions qui, dans la mesure où ils n'ont pas été élaborés après discussion sont par définition arbitraires. Mais, pour fondamentale que soit cette seconde dimension de la citoyenneté, elle ne peut exister sans la première. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, un dialogue intense sur les problèmes de la vie sociale ne peut se développer dans la cité que dans la mesure où les problèmes qui concernent la qualité de la vie d'une communauté particulière, liés aux caractéristiques d'une partie spécifique du territoire, ne sont pas isolés du contexte global des problèmes qui concernent l'humanité tout entière. Le bien commun de la cité n'existe en tant que tel que dans la mesure où il est perçu comme une composante du bien commun de l'humanité. Quand cette conscience n'existe pas et qu'on en tire donc pas les conséquences institutionnelles, la réduction de l'horizon politique à la communauté locale ou régionale devient un principe de désagrégation de la vie sociale et un facteur de rupture des solidarités plus vastes dont l'élargissement et la consolidation constituent le vecteur historique principal du processus de l'émancipation humaine.



Il existe aujourd'hui deux vérités dont l'évidence est si aveuglante qu'elle empêche la plupart des gens de les reconnaître. La première, c'est que l'institution de l'Etat national est définitivement dépassée par l'histoire et qu'elle constitue le goulot d'étranglement qui est à la base de la crise de la démocratie. Il s'agit d'une structure qui fonde sa propre légitimité sur l'égoïsme tribal de nations prisonnières de leur prétention à une origine naturelle et qui ne peuvent donc être porteuses du grand projet d'unification du monde qui fonde l'espérance d'une citoyenneté universelle. Et dans le même temps, précisément en raison de son caractère fermé, l'Etat national empêche, en imposant une uniformité artificielle à travers la centralisation de ses structures administratives, financières, scolaires et militaires, toute tentative d'auto-gouvernement local donc d'un renouvellement de l'idée de citoyenneté comme participation active à la vie de la cité. La seconde vérité, c'est que le dépassement de l'Etat national peut se produire dans les années qui viennent en Europe et qu'il ne peut se produire qu'en Europe car c'est seulement là que le phénomène de l'éclipse de fait de la souveraineté nationale s'est manifesté en termes politiques concrets à travers le processus d'intégration : le destin de l'humanité entière dans cette phase de son histoire en dépend. Et pourtant ceux qui, en Europe, portent la responsabilité de gérer le pouvoir national, ainsi que les représentants du monde de la culture et de l'information ne sont pas conscients, dans l'ensemble, de l'immense opportunité qui se présente à l'Europe ni de la gravité du crime dont ces hommes de gouvernement devront répondre devant le tribunal de l'histoire si cette occasion devait être perdue. En acceptant le cadre national comme cadre fondamental de la lutte politique, ils épuisent leurs énergies au travers d'oppositions factices dans de faux combats, dans des batailles stériles pour la poursuite d'objectifs historiquement obsolètes alors même que ce cadre dans lequel la lutte politique se déroule est en train de se désagréger ouvrant pour l'Europe entière la perspective du retour à la violence dans le désordre et la dictature.

♦ ♦ ♦

Mais cette situation ne pourra durer longtemps. "Dans la vie des nations, écrivait Luigi Einaudi page 89 du *Scrittoio del Presidente*, l'erreur qui consiste à ne pas savoir cueillir l'instant fugace est irréparable". L'opportunité pour l'Europe de rendre irréversible son processus d'unification à travers l'Union monétaire et une réforme institutionnelle radicale disparaîtra très probablement avec la fin du second millénaire. L'élan politique vers l'unité de l'Europe est en train de s'épuiser et la pression économique ne suffira pas à elle seule à maintenir à flot un cadre politique qui, s'il n'est pas rapidement renforcé, ne pourra que se désagréger. En tout cas, il est évident que le fonctionnement intergouvernemental actuel de l'Europe ne pourra

pas durer indéfiniment. S'il n'en était pas ainsi il n'y aurait aucune raison de tenter de le dépasser. Le fait est que l'Europe est confrontée à un choix dont dépend sa survie en tant qu'acteur politique dans l'équilibre mondial, c'est-à-dire le destin de la démocratie.

Les périodes où se jouent les grands choix historiques sont des périodes de crise où les occasions mais aussi les dangers sont les plus grands. C'est cependant dans ces moments que la libre volonté des hommes devient un facteur décisif. Pour que l'Europe puisse choisir, dans les années qui viennent, son unité et faire prendre ainsi un tournant décisif à l'histoire du monde, cette volonté doit se manifester principalement en deux endroits. Elle doit s'exprimer à travers quelques grands décideurs, c'est-à-dire à travers des hommes de gouvernement qui ont conscience des grandes occasions et des grands dangers auxquels l'Europe se trouve confrontée et par conséquent de l'énorme responsabilité qui repose sur leurs épaules. Mais cette volonté doit aussi se manifester chez les citoyens car sans leur pression, aucune grande transformation historique ne peut être entreprise. Les Européens doivent prendre conscience que la citoyenneté européenne, que la logique même du processus a imposé aux chefs d'Etat et de gouvernements de reconnaître dans le Traité de Maastricht, ne peut prendre corps. Elle est destinée à devenir une tromperie si elle ne se réalise pas dans le premier des droits qui donne un contenu à l'idée de citoyenneté : celui de choisir démocratiquement au niveau européen, les hommes qui les gouvernent.

## SOMMAIRE

- **Edito : Crise de la démocratie et crise de la politique extérieure** ..... p. 1
- **Emma Bonino en faveur d'une Europe de type fédéral, plus forte, plus démocratique et plus solidaire** ..... p. 4
- **L'Union Européenne et la réforme de l'O.N.U.** ..... p. 5
- **Le Président Herzog plaide pour une Europe fédérale, et affirme que l'union monétaire n'est pas possible sans union politique** ..... p. 7
- **Colloque du P.N.U.D. Mondialisation, souverainetés des Etats et coopération internationale** ..... p. 8
- **Révision des institutions : quitte ou double en 1996** ..... p. 11

Ces deux endroits où la volonté européenne doit s'exprimer ne sont pas indépendants l'un de l'autre. La conscience des citoyens augmente d'une manière spectaculaire quand leurs **leaders** les placent face à des choix précis tout comme la capacité des **leaders** à prendre des décisions cruciales dépend du soutien des citoyens. Ce n'est qu'à travers l'influence réciproque de ces volontés, et leur renforcement réciproque que le processus constituant européen peut prendre forme.

*C'est ici que les fédéralistes ont un rôle crucial à jouer. Ils constituent aujourd'hui le seul mouvement politique conscient de la nature de l'alternative en question et de l'importance de l'enjeu. Certes, ils ne font pas partie de l'ordre politique existant et par conséquent ils n'ont pas de pouvoir. Mais ils font virtuellement partie d'un ordre politique qui n'a pas encore été instauré ce qui leur donne un pouvoir différent qui devient décisif aux tournants de l'histoire, quand l'ordre ancien est rongé par la corruption, l'impuissance et l'hypocrisie : le pouvoir de la vérité. Ils ont la responsabilité de la dire, confiants dans sa capacité à être diffusée grâce à sa forme intrinsèque de conviction, sans tomber dans l'erreur fatale de croire que la force d'un message politique dépend des moyens de sa diffusion et sans renoncer à la cohérence de leurs positions au nom d'un consensus purement rituel, c'est-à-dire insignifiant. Ils doivent revendiquer avec orgueil leur différence d'avec les partis, et repousser avec fierté l'idée que, "faire de la politique", signifie singer les apparences du pouvoir, les compromis, les intrigues et refuser de s'engager dans les faux débats engendrés par la politique nationale. Les fédéralistes doivent exercer avec rigueur et ténacité leur rôle irremplaçable d'avant-garde consciente des citoyens européens.*

Le Fédéraliste

Editorial n° 2 1995, anno XXXVII, de la revue *Il Federalista*  
traduit de l'italien par Jean-Luc Prevel.

**FEDECHOSSES - POUR LE FEDERALISME**  
**Presse Fédéraliste**  
**26, rue Sala - 69002 LYON**

**Directeur de la publication J.L. PREVEL**

**Reproduction** *L'interdiction*  
**110 rue Duguesclin - 69006 LYON**

**Commission Paritaire 56256**

## **EMMA BONINO EN FAVEUR D'UNE EUROPE DE TYPE FEDERAL, PLUS FORTE, PLUS DEMOCRATIQUE ET PLUS SOLIDAIRE**

"Un gouvernement pour l'Europe", tel était le titre du colloque international organisé par l'Union des Fédéralistes Européens le 7 octobre dernier à Milan, qui a rassemblé près d'une centaine de participants venus de la plupart des pays européens.

Dans son discours inaugural, le Président d'honneur de l'UEF, M. John Pinder, a souligné les obstacles qui se dressent sur la voie d'une orientation fédérale de l'Europe: l'absence de réponses claires (notamment en France) à la position allemande, le blocage du gouvernement britannique et la manque de volonté politique pour mettre en œuvre un "grand projet mobilisateur" permettant de réconcilier Union Européenne et création d'emplois. John Pinder a par ailleurs lancé un appel au gouvernement italien afin qu'il traduise la volonté exprimée par le peuple italien lors du référendum de juin 1989 en faveur d'une Constitution européenne en introduisant un processus constituant dans le prochain Traité issu de la CIG de 1996. Sans avancée de l'Union Economique et Monétaire et sans réforme institutionnelle dans un sens fédéral, l'Europe ne pourra que se désintégrer, a-t-il conclu.

Le représentant du Gouvernement italien dans le Groupe de Réflexion, M. Silvio Fagiolo, a, pour sa part, rappelées les nombreuses échéances qui attendent l'Union Européenne et présenté les principales options de l'Italie pour la CIG de 1996. Compte tenu des oppositions "culturelles" entre les Etats membres, il a reconnu que ceux qui voudront aller de l'avant devront pouvoir le faire à la condition que l'unité du système ne soit pas mis en danger. Le membre italien du Groupe de Réflexion a, par ailleurs, souligné le rôle de l'UEF "gardienne de l'idée européenne" dans la sensibilisation des citoyens, garants de la légitimité populaire de l'Union Européenne, tout au long de la CIG.

Mme Emma Bonino, membre de la Commission Européenne, a, quant à elle, souhaité que l'Union puisse avancer dans la cohésion mais, a-t-elle ajouté, "le prix que nous sommes disposés à payer pour avancer unis n'est pas illimité; mieux vaut une Union Européenne moins large mais réellement intégrée sur le plan politique, qu'une Union sans projet commun et incapable d'agir à cause d'institutions pléthoriques et de mécanismes décisionnels inadaptés". Autant d'argument, selon Emma Bonino, pour se prononcer en faveur d'une "Europe de type fédérale qui soit en même temps plus forte, plus démocratique et plus solidaire".

D'autres intervenants ont exprimé leurs positions en vue de la CIG de 1996: Bruno Boissière, Secrétaire Général adjoint de l'UEF, Pier Virgilio Dastoli, Secrétaire Général du Mouvement Européen international ainsi que plusieurs parlementaires italiens (MM Livio Caputo, Sénateur, Giancarlo Malvestito, Député, et Mme Fiorella Ghilardotti, Député européenne).

En conclusion du colloque, le Secrétaire national du Movimento Federalista Europeo M. Guido Montani, a lancé un appel au Groupe de Réflexion et aux gouvernements des Etats membres en faveur d'un système institutionnel aux responsabilités claires qui permette aux citoyens de comprendre qui fait quoi et qui puisse promouvoir un projet européen capable de résoudre les problèmes des citoyens.

Bruno Boissière

## L'UNION EUROPÉENNE et LA RÉFORME DE L'O.N.U.

Le 8 décembre s'est déroulé à Bruxelles, au siège du Parlement européen et sous son égide, un colloque sur le thème :

### Union européenne, défis globaux et réforme des Nations Unies.

Quelques 200 participants représentant les institutions de l'Union européenne (Commission et Parlement, les mouvements fédéralistes et européens, de nombreuses organisations non gouvernementales (O.N.G.) et divers instituts de recherche ont participé à cette réunion promue par l'Union européenne des fédéralistes (U.E.F.), le Mouvement fédéraliste mondial (W.F.M.) et le Groupe des Verts du Parlement européen.

Un mois auparavant, lors de son intervention devant le Parlement européen, Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies, avait affirmé que "si l'O.N.U. veut devenir demain la grande organisation universelle de la société globale, elle a beaucoup à apprendre de l'Europe". Le colloque de Bruxelles, qui a approfondi dans diverses directions les implications de cette information, est une réponse en termes fédéralistes à cette déclaration. Boutros Boutros-Ghali, pour sa part, n'avait pas pris en considération les propositions du Parlement européen, dans sa résolution du 8 février 1994, parmi lesquelles la création de l'Assemblée parlementaire des Nations Unies et l'entrée de l'Union européenne au Conseil de sécurité, et montré par son silence les difficultés que rencontrent les propositions de démocratisation de l'O.N.U.

Le colloque a été introduit par Bill Pace, secrétaire du W.F.M., qui a rappelé les motivations de cette réunion : amorcer une discussion avec les représentants des institutions européennes et des O.N.G. sur les propositions fédéralistes relatives à la réforme de l'O.N.U. et mettre en relief le rôle que l'Union européenne pourrait avoir dans la promotion de ce processus.

Magda Aelvout, vice-présidente du Groupe des Verts au Parlement européen, a souligné l'exigence de renforcer l'O.N.U. pour qu'elle devienne capable d'agir avec plus d'efficacité.

Enrique Baron-Crespo, ancien Président du Parlement européen, a mis en relief la relation entre le renforcement et la démocratisation de l'Union européenne d'une part et la réforme des Nations Unies d'autre part ; il a insisté en particulier sur l'application du principe fédéraliste des décisions à la majorité dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité qui faciliterait la décision de faire entrer l'Union européenne au Conseil de sécurité et ferait

progresser sa transformation dans un sens démocratique.

Renzo Trivelli, rapporteur de la résolution du Parlement européen sur l'O.N.U., a repris les deux propositions de réforme les plus importantes de ce texte : la création de l'Assemblée parlementaire et l'entrée de l'Union européenne au Conseil de sécurité dans le sens d'une organisation régionale de cet organe. Il a suggéré de signaler l'intérêt suscité par le colloque et de faire connaître les propositions issues du débat au Président du Parlement européen, dans le but de provoquer la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée de Strasbourg dédiée à la réforme de l'O.N.U.

John Pinder, Président honoraire de l'U.E.F., a proposé la création d'une Communauté mondiale pour le développement soutenable qui permettrait d'affronter les problèmes écologiques globaux et dont les institutions s'inspireraient du modèle de la première Communauté européenne, celle du charbon et de l'acier (C.E.C.A.).

Christopher Layton, intervenant en tant que représentant du **Federal Trust**, s'est intéressé au thème de la transformation du Conseil de sécurité en un Conseil des régions du monde et a mis en lumière le rôle que l'Union européenne pourrait avoir dans ce processus.

Christoph Bail, de la cellule prospective de la Commission de la Communauté européenne, a souligné l'importance de coordonner l'activité des institutions économiques mondiales, de manière à en renforcer la cohérence tout en étendant en parallèle leur domaine de compétence aux questions de l'environnement. La réponse la plus rationnelle à cette exigence est la création d'une Communauté économique mondiale sur le modèle de la C.E.E.

Keith Best, Président du Comité exécutif du W.F.M., a illustré la proposition d'instituer l'Assemblée parlementaire de l'O.N.U., organe consultatif qui devrait évoluer progressivement vers un Parlement mondial.

Raymond Van Ermen, coordinateur du Bureau européen de l'environnement, a présenté les propositions des associations écologistes : la constitution d'un Conseil de sécurité économique, l'institution d'un Tribunal international de l'environnement et la création d'une Autorité mondiale pour la protection de l'environnement.

Pier Virgilio Dastoli, secrétaire général du Mouvement européen, a proposé que la Conférence intergouvernementale, imminente, pour la révision du Traité de Maastricht décide l'attribution à l'Union

Enfin, Per Gahrton, parlementaire du Groupe des Verts, a demandé aux fédéralistes de préciser leurs propositions relatives à la création d'une Assemblée parlementaire mondiale, de manière à éviter le risque d'une assemblée trop nombreuse et donc inefficace, ou trop peu nombreuse et donc coupée de la population.

En substance, ce qui est ressorti nettement du colloque, c'est que l'Union européenne n'est pas seulement un modèle, mais qu'elle est également, en puissance, le moteur de la réforme des Nations Unies. En tant que puissance économique et non militaire, l'Union européenne a intérêt à la paix et à l'ouverture des marchés et donc au renforcement des institutions mondiales qui permettent de poursuivre cette finalité. En tant que laboratoire de la démocratie internationale, l'Union européenne, et plus particulièrement le Parlement européen, est plus enclin que d'autres centres de pouvoir à étendre cette expérience sur le plan mondial. Au plus vite elle acquerra la plénitude de ses pouvoirs, tout d'abord dans le champ de la politique économique et monétaire puis dans celui de la politique extérieure et de sécurité, et au plus vite ses initiatives auront une incidence sur la politique mondiale.

Le colloque a montré qu'il est possible de mobiliser des énergies importantes sur les grands problèmes de la solution desquels dépend l'avenir de l'Europe et du monde, sans financement extérieur (le Parlement européen s'étant contenté de fournir les locaux et l'interprétariat), en se basant sur le travail volontaire des militants et les ressources personnelles des participants. C'est la preuve que dans la société contemporaine, où le pouvoir et l'argent semblent être les incitations dominantes et quasi exclusives à participer à la vie politique, il existe un réservoir immense de capacités intellectuelles et de ressources morales aspirant à comprendre les grands drames de l'humanité et à prendre une part active à la construction d'un nouvel ordre mondial.

Cette nouvelle manière de faire de la politique, qui met en commun l'expérience des organisations fédéralistes et de la majeure partie des O.N.G., devrait être l'objet d'une attention particulière et de l'intérêt du Parlement européen. Ce dernier souffre en fait d'un isolement chronique vis à vis du peuple qui l'a élu. Il pourrait donc tirer profit de la capacité, qu'ont prouvé ces nouveaux sujets politiques, de mobiliser sous certaines formes l'opinion publique au plan international, chose que les partis, encore exclusivement liés aux pouvoirs nationaux, sont incapables de faire. D'où l'idée, présentée durant le colloque, d'encourager le Parlement européen à réunir le Forum de la société civile européenne, qui permettrait d'instituer un lien organique avec les O.N.G. et de leur offrir un canal

pour transmettre leurs propositions à l'Assemblée de Strasbourg.

Durant le colloque ont été recueillies les premières signatures d'un Appel international pour la démocratisation de l'O.N.U., promu par l'U.E.F. et le W.F.M. qui demande,

- 1/ la régionalisation du Conseil de sécurité, à partir de l'adhésion de l'Union européenne,
- 2/ la création de l'Assemblée parlementaire des Nations Unies,
- 3/ la création d'un Tribunal pénal international permanent,
- 4/ l'amélioration de la capacité d'intervention des forces de sécurité de l'O.N.U.
- 5/ l'attribution à cette organisation de ressources financières propres.

Cet Appel peut devenir le moyen d'une campagne pour la démocratisation des Nations Unies, dont l'objectif immédiat serait de faire pression sur le Parlement européen afin d'obtenir la convocation d'une session spéciale sur la réforme de l'O.N.U., qui devrait être précédée par le Forum de la société civile, assemblée des O.N.G. actives dans la politique internationale, leur permettant de formuler leurs propositions à ce sujet.

Parmi les initiatives que le Parlement européen pourrait promouvoir, celle de l'élaboration d'un projet de statut de l'Assemblée parlementaire des Nations Unies aurait une importance stratégique. Ce projet pourrait être présenté lors d'une Conférence mondiale, promue par le Parlement européen, dans le but de l'approuver et de le transmettre aux Nations Unies.

En ce qui concerne enfin les organisations fédéralistes, l' Appel pourrait être l'occasion de promouvoir des initiatives communes et de consolider ainsi l'unité d'action entre les fédéralistes européens et mondiaux, de créer un rassemblement d'O.N.G. partageant leurs objectifs et de recueillir le consensus de l'opinion publique. Si nous montrons aux gouvernements et aux parlements que l'opinion publique et les O.N.G. partagent nos objectifs, alors nous aurons le pouvoir de déterminer le changement dans la vie politique internationale qui permettra de démocratiser l'Organisation des Nations Unies.

Lucio Levi

# LE PRESIDENT HERZOG PLAIDE POUR UNE EUROPE FEDERALE, ET AFFIRME QUE L'UNION MONETAIRE N'EST PAS POSSIBLE SANS UNION POLITIQUE

"Nous avons une vision, et cette vision, c'est l'Europe". C'est ainsi que Roman Herzog, président de la République fédérale d'Allemagne, a commencé son discours au Parlement européen, un discours dans lequel il a souligné à plusieurs reprises les racines profondes de l'unité européenne. En effet, a-t-il dit, "le projet de Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Paul-Henri Spaak et Konrad Adenauer était bien plus qu'un réflexe face à une menace extérieure" : "Il signifiait la reconnaissance d'une idée vieille de 1100 ans, celle de la réconciliation intérieure de l'Europe. Cette idée avait été formulée en allemand, en français et en latin en 842 par les petits-enfants de Charlemagne dans les serments de Strasbourg, qui constituent le premier témoignage écrit en allemand et en français". Des menaces continuent d'exister aujourd'hui, a constaté M. Herzog, qui, en soulignant que la sécurité est indivisible, a affirmé que "l'instabilité de l'Europe de l'Est menace également la France, celle de la région méditerranéenne, également l'Allemagne... La stabilisation de la région méditerranéenne est un défi pour l'Europe, un défi qui englobe la politique étrangère et la politique intérieure, la politique culturelle et la politique sociale... La communauté internationale mesurera l'Europe sur sa capacité à gérer ce défi".

Reconnaissant que, plus que la politique étrangère, "ce qui intéresse le citoyen, c'est le mark fort dans son porte-monnaie ou son emploi sûr chez Pechiney", le Président allemand a cependant estimé que les intérêts économiques ne constituaient pas "la mesure de toute chose" (selon lui, "le déficit de l'ancienne CE résidait justement dans le fait qu'elle accordait une importance trop exclusive à l'économie"). Soulignant l'importance de la culture, il a cité Ortega y Gasset qui disait que "si nous faisons aujourd'hui le bilan de notre patrimoine spirituel, il s'avérerait que la plus grande partie ne vient pas de notre patrie respective, mais du fonds européen commun". Mais "l'on ne saurait non plus se passer d'économie", a admis Roman Herzog, en remarquant qu'aujourd'hui, "il n'est plus possible de définir de manière fiable l'intérêt national dans le domaine économique". S'adressant à ses compatriotes, il a souligné que c'était "grâce à l'intégration économique de l'Europe que le DM a pu être une monnaie forte". Citant ensuite Goethe, qui faisait dire à Faust "deux âmes, hélas, se partagent mon sein", M. Herzog a noté que "ceci est vrai pour la grande majorité d'entre nous, qui sommes partagés entre une mentalité de consommateur et une mentalité de producteur". Et, a-t-il ajouté, "le deuxième problème réside dans le fait que la politique économique et monétaire de certains pays traduit davantage une mentalité de producteur, comme quelquefois aux Etats-Unis et dans les pays aux monnaies dites fiables, alors que dans d'autres pays, notamment en Allemagne, c'est la mentalité de consommateur qui domine". Selon le Président allemand, "la meilleure politique monétaire est donc celle qui évite à la fois les

sous-évaluations et les surévaluations, de telle sorte que les intérêts des consommateurs et des producteurs puissent être conciliés pour le bien de l'économie dans son ensemble... La solution européenne, encore meilleure, est l'Union économique et monétaire de l'Europe". "Une Union monétaire n'est pas concevable sans Union politique. En ce sens, je ne puis que donner raison au président de la Bundesbank, M. Tietmeyer", a affirmé le président Herzog, pour qui, "exprimées publiquement, les divergences d'opinion concernant les possibilités de réaliser l'Union monétaire dans les délais convenus et, pour certains pays, d'y adhérer, peuvent menacer non seulement l'Union monétaire, mais aussi l'Union politique".

"Comme spécialiste de droit constitutionnel allemand, - je défends naturellement une forme d'organisation politique qui commence par la lettre 'F', mais qui, depuis quelque temps, n'a plus le droit d'être mentionnée dans le débat européen. Apparemment, même dans la politique européenne, les tabous de la "political correctness" ont fait leur entrée", a poursuivi Roman Herzog, qui considère que "cette forme d'organisation représente encore aujourd'hui l'une des meilleures offres de solution politique de l'histoire" : "Ainsi que le montre l'histoire de l'après-guerre de l'Allemagne, c'est même une méthode de décentralisation". "C'est pourquoi il ne devrait pas non plus faire peur aux Européens anglo-saxons", a estimé M. Herzog, ajoutant : "Rien n'oblige les membres de l'Union européenne à choisir précisément le modèle de fédération suisse, américain ou allemand. N'y a-t-il pas, après tout encore la possibilité consolante de réfléchir à une variante fédérale complètement nouvelle ? Je pense que c'est là l'une des chances et des tâches les plus importantes du Parlement européen".

M. Herzog, qui a beaucoup insisté dans son discours sur la nécessité d'une plus grande proximité avec le citoyen afin de gagner sa confiance, a affirmé que l'Europe "ne peut pas se permettre de se figer dans une expertocratie". Et il est même entré dans le détail, en estimant que "le droit européen est trop dispersé et trop difficile à comprendre, trop technocratique et trop perfectionniste". "En d'autres termes", a-t-il jugé, "trop loin du citoyen. Le Traité sur l'Union et le droit dérivé de la Communauté doivent absolument être consolidés et allégés, toutefois sans nouveaux débats dogmatiques".

(Agence Europe, le 11 octobre 1995)

## THE FEDERALIST

a political review

*"To look for a continuation of harmony between a number of independent unconnected sovereignties situated in the same neighbourhood, would be to disregard the uniform course of human events and to set at defiance the accumulated experience of ages"*

Hamilton, *The Federalist*

Three issues a year. Subscription rates:

Europe 35\$; other countries 50\$

EDIF, via Porta Pertusi 6, 27100 PAVIA, Italy

## COLLOQUE DU P.N.U.D.

### MONDIALISATION SOVERAINETÉS DES ÉTATS et COOPÉRATION INTERNATIONALE

Mardi 14 novembre 95 - Pendant quelques heures et pour quelques centaines de personnes, Lyon s'est trouvée, d'une certaine manière, au centre du monde, pour avoir permis d'approcher, à l'occasion du colloque : Mondialisation, Souverainetés des États et Coopération internationale - Enjeux actuels et Scénarios pour le futur, des questions, essentiellement économiques, dans leur nouvelle dimension planétaire, et toutes leurs conséquences et emprises sur la société humaine et son environnement.

Organisé par le Bureau Européen du P.N.U.D., l'Association Lyonnaise des Amis de François Perroux, la revue "Informations et Commentaires", avec le soutien de l'Université Lumière - Lyon 2 et de l'Institut ASPEN France, le colloque s'est tenu à l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Lyon dans sa fonctionnelle et très agréable salle des délibérations.

Créée en 1985, l'Association Lyonnaise des Amis de François Perroux s'est fixé l'objectif de permettre une approche et une réflexion pluridisciplinaires des faits porteurs d'avenir. La Fondation François Perroux, créée à Paris à la suite de son décès, est actuellement présidée par Raymond Barre. Les travaux et analyses de l'Association et de la Fondation sont régulièrement publiés par "Informations et Commentaires".

Satellite de l'O.N.U., le *Programme des Nations Unies pour le Développement* (P.N.U.D.) a l'ambition de s'investir essentiellement dans 4 directions : - l'élimination de la pauvreté - la régénération de l'environnement - la création d'emplois - la promotion de la femme -. Pour 85% d'entre eux, les agents du P.N.U.D. apportent leur assistance aux populations des pays en difficulté, le plus souvent à leur demande, s'appuyant sur les compétences de leurs ressortissants conjuguées avec celles, généralement spécialisées, de nombreuses O.N.G., des institutions spécifiques du système des Nations Unies et de divers instituts de recherche. En 1994, les contributions aux ressources générales du P.N.U.D., volontaires et versées par pratiquement tous les gouvernements de la planète, s'élevaient à 4.6 milliards de francs auxquels venaient s'ajouter 4.5 milliards versés aux divers fonds d'affectation spéciale administrés par le P.N.U.D. au titre d'objectifs de développement spécifiques.

Il convient de noter que les gouvernements des pays bénéficiaires assument plus de la moitié des dépenses au titre des projets grâce à un apport en personnel, services, équipements et fournitures.

Outre ses programmes réguliers, le P.N.U.D. administre plusieurs fonds à usage spécial, tels que le Fond d'équipement des Nations Unies (F.E.N.U.), le Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse (B.N.U.S.), le Programme des Volontaires des Nations Unies (V.N.U.) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (U.N.I.F.E.M.). En coopération avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le P.N.U.D. est également l'un des gestionnaires du Fonds pour l'environnement mondial (F.E.M.). Le F.E.M., doté d'un budget de 10 milliards de francs, aide les pays à mettre sur pied des plans d'action nationaux pour faire front aux menaces pour l'ensemble de la planète que constituent l'appauvrissement de la couche d'ozone, le réchauffement de la planète, la perte de la diversité biologique ou la pollution des eaux internationales. Le P.N.U.D. est également l'un des six commanditaires des Nations Unies du Programme mondial de lutte contre le V.I.H./Sida. Le P.N.U.D., dont le siège est à New-York, est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres, représentant les pays tant développés qu'en développement. Son Bureau Européen, siégeant à Genève, est dirigé par Alan Doss secondé par Jean Fabre.

Le colloque a été introduit par une déclaration de Jean Fabre dont la qualité de l'analyse, la conviction du propos, la détermination et un charisme certain nous ont paru justifier un traitement particulier et approfondi qui vous sera proposé dans le prochain numéro.

Ont pris successivement la parole plusieurs intervenants, d'origine et horizons divers, mais unanimes sur le même constat : la dimension désormais planétaire de l'économie et de ses enjeux, généralement dite "mondialisation", mais de plus en plus souvent "globalisation".

De cette globalisation, René Sandretto, professeur à l'Université Lumière - Lyon 2, note celle des *firmes* (intégration planétaire des processus productifs), des *échanges commerciaux*, des *flux d'investissement* (les investissements directs étrangers - I.D.E. - étant de plus en plus importants) mais aussi de la technologie et de la finance. S'il reconnaît la globalisation comme processus de transformation incontestable, son interprétation comme stade de développement lui paraît discutable en l'absence d'un attribut essentiel : l'existence de mécanismes ou d'instances de régulation. Constatant l'incapacité pour un pays de vivre dorénavant en autarcie, il

préconise une coopération internationale loyale, arbitrée et, le cas échéant, sanctionnée par un organe de réglementation commerciale internationale comme l'O.M.C.

Une réponse positive lui est aussitôt donnée par **Alain Frank** - Directeur des Relations Extérieures de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) - qui semble convaincu que l'O.M.C. est sur la bonne trajectoire si toutefois la mondialisation est interprétée non pas comme un phénomène à sens unique mais bien comme une évolution dynamique, capable de resituer le sens de *concurrence*, de refouler toute tendance protectionniste, d'assumer une sécurité collective et de travailler à un cadre global pour une société meilleure.

Pour **Jean-Pierre Allegret** - Maître de conférences - Université Lumière - Lyon 2 -, la globalisation financière traduit le fait que le circuit financier est de plus en plus unifié et mondialisé et induit, en raison de ses enjeux, une mutation du système monétaire international, notamment par une redéfinition du rôle du Fonds Monétaire International (F.M.I.). Trois aspects actuels sont à considérer : 1/ l'ampleur de la globalisation, par le volume des flux de capitaux entre nations, l'expansion des prêts bancaires internationaux, l'accroissement considérable des transactions sur les marchés des changes, l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux compartiments du marché, - 2/ les enjeux de la globalisation financière, par ses *avantages* (capacité à répondre à des chocs non anticipés, fonction de discipline des décideurs publics jouée par les marchés financiers ...), et par ses *coûts* pour les nations (volatilité des taux de change, montée des risques systémiques, phénomènes de mésalignements des taux de change, revirements d'opinion quant aux conditions d'accès, pour nombre de pays en développement, aux marchés des capitaux internationaux. - 3/ la nécessité de limiter les coûts de la globalisation, par la mutation du système monétaire international.

Pour faire face à l'instabilité des changes, les décideurs publics insistent, nous dit J.P.Allégret, sur l'importance d'une coordination et l'acceptation du processus d'intégration financière, possibles par un rôle plus important dévolu au F.M.I. à travers la question des indicateurs et de celle de la surveillance.

**Pierre Defraigne** - Directeur des Relations Nord-Sud à la Commission des Communautés Européennes - souhaite, quant à lui, *donner un sens* à la mondialisation de l'économie à laquelle il attribue trois conséquences : 1/ un nouveau modèle de croissance mondiale (dans les dix prochaines années, 60 % de l'accroissement du P.N.B. se situera dans les pays en développement - P.V.D. - surtout Asie) - 2/ pression sur les systèmes nationaux - 3/ inégalités dans la répartition des gains -, et deux types de réaction à craindre : l'ultra-libéralisme et le protectionnisme exacerbé -.

Il n'imagine pas d'autre solution que le passage par l'action d'organisations internationales telles que F.M.I. et Banque mondiale, O.I.T. - O.M.C. - Nations Unies -, à la condition impérieuse qu'elles aient pris toute la mesure de la dimension sociale du Développement.

Par son poids économique (25 % du P.I.B. mondial), son statut de premier donneur d'aide au développement, l'originalité de son propre modèle de développement fondé sur la démocratie, le principe de coopération régionale et de solidarité, **l'Europe** peut représenter un exemple si elle sait se convaincre, et convaincre les États-Unis comme l'Asie de l'est de la nécessité d'une politique mondiale ou l'homme est au centre du développement, non plus l'homme au service de l'économie mais l'économie au service de l'homme. (voir article de **Lucio Levi** dans ce numéro).

Sa mission à l'Institut International d'Études Sociales du Bureau International du Travail (B.I.T.) de Genève, conduit tout naturellement **Duncan Campell** à dénoncer les disparités et inégalités sociales aggravées par les déséquilibres qui ont accompagné la mondialisation. Il insiste à son tour sur le rôle que la politique sociale doit jouer dans l'économie mondialisée. Par le Code International du Travail, des règles existent mais sont souvent mal appliquées, sinon ignorées.

Au-delà des avantages supposés de la situation actuelle (flexibilité par l'absence de normes précises, compétitivité due à un faible coût du travail, quand ce n'est pas à celle d'une exploitation caractérisée ...), il propose : 1/ une clause sociale dans les accords de commerce -, 2/ l'action des consommateurs (à suivre: l'initiative de l'association " Artisans du Monde" deux présences dans la région : Lyon et Tassin ) -, 3/ l'organisation, la consultation et la négociation au plan international (ex. : création de comités d'entreprise au niveau international, dans les multinationales, etc..).

Pour Duncan Campell, un cadre de levier alliant politique économique et politique sociale doit pouvoir s'instaurer simultanément et harmonieusement au niveau de l'entreprise, au niveau local et au niveau international.

C'est presque en forme de réquisitoire qu'**Isabelle Grunberg** - Économiste au Bureau des Études pour le Développement du P.N.U.D -, nous livre sa réflexion sur la mondialisation de la problématique du chômage.

Pour elle, le fonctionnement de l'économie mondiale apparaît aujourd'hui incompatible avec la poursuite du développement humain durable. Se rapportant au dilemme auquel sont confrontées les sociétés industrialisées (politique sociale - compétitivité), condamnées à l'aggravation du chômage et au creusement de la pauvreté et des inégalités, elle dénonce la possibilité pour les entreprises, dans le contexte actuel de liberté des échanges et des investissements, de déplacer leurs outils de production vers des zones

offrant de bas salaires, des réglementations moins exigeantes et la possibilité de plier bagages au moindre signe de réforme, entretenant et aggravant de ce fait le fossé avec les P.V.D. et pays sous-développés.

Elle insiste sur le décalage croissant entre la progression de l'économie et la poursuite du développement humain, déplorant la timidité de nos institutions dans leurs volontés de réflexion et d'analyse pour évoluer au même rythme que l'internationalisation des marchés. Les marges de manoeuvre se rétrécissant au niveau national, la définition des politiques doit se mondialiser.

Pour aborder et relever ce défi, Isabelle Grunberg propose :

- le partage du travail - ,
  - la création de "formations syndicales", au sens élargi, c'est-à-dire susceptibles de représenter l'ensemble de la population active (disposant d'un emploi ou au chômage) - ,
  - la sensibilisation du public aux nouvelles dimensions de décisions politiques - ,
- suggère :
- d'encourager les pays à coordonner activement leurs politiques macro-économiques - ,
  - d'instituer une taxe mondiale sur les mouvements internationaux de capitaux - ,
  - de repenser en profondeur le système monétaire international - .

Dans une tonalité assez proche, lui succède **Emilio Fontela** - Professeur à l'Université de Genève - Membre du *Groupe de Lisbonne* - qui nous soumet son analyse, amère et sans concession, des conséquences de l'augmentation des dualismes économiques et sociaux, entre nations et à leur intérieur. Il évoque les accélérations de processus globaux d'épuisement des ressources naturelles ou des détériorations de l'environnement, dénonçant l'incapacité de l'idéologie de la compétitivité à faire face à ces nouvelles menaces. Sur une note plus optimiste il nous livre les propositions du *Groupe de Lisbonne* sur de nouvelles formules de coopération visant à remplacer l'objectif de richesse des nations par un objectif de richesse du monde. En mobilisant les agents économiques, les organisations publiques urbaines, régionales, nationales et internationales, et la Société Civile, le Groupe de Lisbonne propose un ensemble de grands "contrats" mondiaux pour réduire les inégalités, établir la tolérance dans le dialogue entre cultures, promouvoir une croissance équilibrée et écologiquement balancée, et animer une démocratisation mondiale dans le but d'un gouvernement mondial.

Chargé de cours à l'Institut de Criminologie à l'Université Paris II - Panthéon Assas -, **Xavier Raufer**, en "dix défis pour l'an 2000", nous brosse un tableau saisissant de la globalisation du crime. Il serait trop long de développer ici ces dix points. On

peut se reporter à l'article publié par l'Express (mars 95). En résumé, évoquant pêle-mêle l'argent noir, les cartels, mafias et milices, l'écoterrorisme, les guérillas dégénérées et nébuleuses terroristes, les jungles de béton, les possibilités offertes par le nouvel espace informatique stratégique, il nous donne un aperçu édifiant de la nouvelle dimension internationale de la délinquance et des superpuissances du crime, imposant l'impérative urgence de mettre en place ou renforcer les services capables de les surveiller, les pénétrer et les neutraliser.

**Gilbert Blardone** - Économiste - Président de l'Association des Amis de François Perroux -, ferme cette boucle d'intervenants par la même mise en garde contre la tentation pour les gouvernements de l'ultra-libéralisme, le "moins d'état" et le "plus de marché" et leur traduction par l'aggravation de la pauvreté pour un nombre croissant. Il déclare sans ambages que l'économie et la finance sont aujourd'hui dominées par des oligopoles (multinationales) qui ne recherchent que leur profit, indique que selon lui, le Japon, pour n'avoir pas cédé à cette tentation ultra-libéraliste, lui semble avoir réussi l'équilibre entre progression interne et ouverture à l'extérieur, et préconise le passage par un échelon intermédiaire, celui de la " Région-Monde " "des Zones d'échanges organisés " permettant d'aboutir un jour à une solution mondiale du "laisser faire et laisser passer ".

Devant un tel consensus, il paraîtrait bien hardi de manifester le moindre doute, et même si de la part des intervenants quelques nuances sur les constats et les perspectives étaient perceptibles, il semblerait normal de s'abandonner à une certaine désespérance ; comme il serait naturel de céder à une réel découragement devant l'apparente disproportion des rapports en présence. La globalisation de l'économie semble devenue une telle évidence que son évocation est de plus en plus présente dans les propos de nombreux responsables politiques, économiques et syndicaux. Comment nier, en effet, la toute puissance des énormes concentrations industrielles, commerciales et financières, en dépit de leurs constructions souvent arbitraires, sinon hétéroclites.

Il est pourtant essentiel, primordial, de la relativiser. Et s'efforcer de rester conscient de la fragilité de ce semblant d'équilibre, en vérité dangerueux déséquilibre. Ce gigantesque échafaudage économique n'est il pas un colosse aux pieds d'argile prêt à s'effondrer, à tout moment, sous les coups répétés d'événements ou situations imprévisibles ? Un légitime soupçon de sa précarité n'a-t'il pas trouvé, par exemple, une manière de s'exprimer par les mouvements revendicatifs de cet hiver en France ? ou encore, plus récemment, par le caractère exagéré de l'émoi provoqué par les signes de faiblesse de telle firme allemande ? les exemples seraient nombreux. Les interrogations actuelles sur la construction de

l'Europe, pour argumentées qu'elles soient, trahissent pour une certaine part l'intérêt et la volonté de quelques uns de développer l'inquiétude de populations acceptant mal l'idée de remise en question de leurs statuts, et soulignent la nécessité, l'urgence de redéfinir les termes et les objectifs, mais aussi de commenter clairement et courageusement les parts de changements et de sacrifices auxquels chacun doit être prêt.

En réalité, les raisons d'espérer sont réelles et les réponses existent. Globalisation de l'économie, mondialisation des affaires, on ne peut plus désormais nier leur existence, douter de leur emprise, ni même désavouer leur utilité ; mais pas davantage méconnaître l'authenticité de la mondialisation de l'intelligence, de la connaissance, de la communication. En dépit de ses applications parfois maladroites, dangereuses, criminelles même, gardons nous de condamner la modernité. Elle a, c'est vrai, largement contribué au développement précipité des inégalités, de l'injustice,

sans doute de l'individualisme, mais quel fantastique rapprochement elle a permis entre les hommes, s'échangeant avec toujours plus de facilité leurs savoirs et expériences, leurs cultures et aspirations. Au-delà des rivalités et des conflits adroitement insinués, c'est la mondialisation de la compréhension, de la tolérance et de l'amitié. Nous ne pouvons que vous remercier, Madame et Mrs les Économistes qui avez animé le colloque de nous avoir permis d'approcher votre science ; nous avons besoin de vous et votre technicité pour mieux nous mesurer à ceux dont les seuls objectif et intérêt sont d'entretenir nos égoïsmes et animosités, nos discriminations et antagonismes. En retour, nous vous proposons de nous accompagner dans notre conviction, si vous ne la partagez déjà, que l'homme est fondamentalement attaché à la justice, la sécurité, le bien-être partagé, le bonheur de vivre et ensemble nous célébrerons l'avènement de la mondialisation de la solidarité et de la paix.

Roland Calba

## Révision des institutions : quitte ou double en 1996

*L'enjeu de la conférence inter-gouvernementale chargée, à partir de mars prochain, de réviser le traité de Maastricht, dépasse largement les questions institutionnelles à l'ordre du jour : c'est tout simplement l'avenir du projet européen qui est en cause, explique Laurent Cohen-Tanugi, auteur d'un ouvrage publié récemment chez Fayard, «Le choix de l'Europe». Interview.*



Laurent Cohen Tanugi,  
avocat international

- 7JE : Alors que va s'ouvrir la conférence intergouvernementale (CIG), la dynamique européenne s'essouffle. Ne serait-il pas temps de repenser complètement le projet européen ?

- L. C-T. : Non, surtout pas. L'agenda de la conférence est suffisamment complexe et chargé pour ne pas ouvrir la boîte de Pandore. Les Quinze voudront au contraire éviter tout débat théologique, pour aborder les problèmes immédiats et concrets qui se posent. Il s'agira tout d'abord de ré-

viser le traité de Maastricht afin d'approfondir les nouvelles politiques qu'il a introduites : politique étrangère et de sécurité commune, et affaires intérieures et de justice. Leur bilan n'est pas satisfaisant, la règle de l'unanimité bloquant le processus de décision. Il faudrait que, dans ces deux domaines, le Conseil de l'Union puisse prendre ses décisions plus efficacement, et que le Parlement européen, la Commission et la Cour de justice européenne soient davantage impliqués.

- Quels seront les autres thèmes de discussion à l'ordre du jour ?

- Le deuxième enjeu de cette conférence est de rendre l'Union européenne plus démocratique. Des garanties pourraient être données aux Etats et aux citoyens pour que l'Europe ne se mêle pas de tout. Une Union plus démocratique, cela signifie aussi une simplification des procédures, un mode de fonctionnement plus transparent, une meilleure association des parlements nationaux...

- Quelle peut être la véritable portée de ce type de mesures ?

- Ce sont autant de mesures consensuelles, mais qui ont une portée surtout symbolique. Les réformes destinées à préparer les institutions aux prochains élargissements de l'Union seront d'une portée bien plus grande. Comment faire fonctionner une Europe à plus de vingt ? Répondre à cette question nécessite de revoir le nombre de commissaires, de parlementaires européens, ou encore la pondération des votes au Conseil. Ce qui ne se fera pas sans difficulté. Le risque est que, de la conférence, ne résultent que des ajustements institutionnels sans commune mesure avec les véritables enjeux.

- Pourquoi ce pessimisme ?

- Le rendez-vous de 1996 va se heurter à trois obstacles. Le premier est d'ordre intellectuel. Il faudra trouver une solution à des problèmes complexes tenant à la contradiction potentielle entre approfondissement et élargissement de l'Union. Par ailleurs, il faudra l'unanimité des Quinze pour réviser le traité, révision qui devra, troisième difficulté, être ratifiée par les parlements nationaux et, éventuellement, les citoyens.

- Peut-on déjà tracer les grands clivages qui vont se dessiner entre les Etats membres ?

- Il y aura à l'évidence une opposition entre petits et grands Etats. Alors que les candidats potentiels à l'adhésion sont tous, sauf la Pologne, des petits pays, il serait antidémocratique de maintenir tel quel le système actuel qui assure une surreprésentation des petits Etats au Conseil. Car il permettrait aux petits de mettre en minorité les

plus grands qui représenteraient pourtant la majorité de la population de l'Union. Mais les petits Etats, notamment les plus européens, n'accepteront un rééquilibrage de leur poids au sein de l'Union que si on leur assure des institutions plus fédérales, où une meilleure prise en compte de l'intérêt commun contrebalancerait le poids des grands.

- Dans quelle mesure le Royaume-Uni pourrait-il peser sur les négociations ?

- Le Royaume-Uni, comme à son habitude, souhaitera préserver le *statu quo*, et il pourrait entraîner dans son sillage le Danemark et la Suède. La grande question qui se pose, en fait, c'est celle de l'entente franco-allemande. Au sommet de Baden-Baden en décembre, les positions des deux pays sur la CIG se sont rapprochées. Une position commune franco-allemande suffisamment ambitieuse est indispensable au succès de la conférence.

- Ne risquerait-elle pas d'être perçue par leurs partenaires européens comme un «diktat» ?

- Non, la plupart sont demandeurs d'une telle initiative. Le problème de l'Europe, c'est plutôt le manque de leadership : la France l'a perdu depuis le référendum de Maastricht, et l'Allemagne ne peut assurer seule un rôle moteur.

- Vous jugez inévitable, dans votre dernier ouvrage, une «intégration différenciée» à l'Union de ses futurs membres. Ne serait-ce pas là consacrer une certaine dislocation de l'Europe ?

- La construction européenne a, depuis l'origine, pratiqué l'intégration différenciée, comme en témoignent les régimes transitoires accordés aux nouveaux arrivants, ou encore l'union économique et

monétaire. Mais si on poursuit ce processus, on arrivera à une Europe à géométrie variable d'une très grande complexité institutionnelle. En définitive, le seul moyen de concilier approfondissement, élargissement et démocratie, c'est de mettre en place, comme le suggère Jacques Delors, une «fédération d'Etats nations». Sous peine de voir le projet européen se déliter.

- Est-ce une proposition raisonnable en période de scepticisme européen ?

- Oui, car il y a dans l'opinion publique une attente vis-à-vis de l'Europe, jugée trop impuissante, et vis-à-vis d'un projet pour l'Europe formulé par les Etats de l'Union. Cette «fédération d'Etats nations» ne signifierait nullement un nouvel Etat européen centralisé, mais une délimitation plus claire des compétences entre l'Union et les Etats qui permettrait à l'Europe d'être plus efficace tout en préservant les identités nationales.

- Explique-t-on suffisamment à l'opinion les enjeux de la CIG ?

- Non, les promesses d'explication sur l'Europe après Maastricht sont retombées comme un soufflé. Parallèlement, les gouvernements nationaux, en proie à leurs difficultés internes, se sont servis du malaise de l'opinion publique comme d'un alibi à leur immobilisme européen. Les citoyens ont des préoccupations concrètes (chômage, exclusion...) pour lesquelles l'Union n'a pas toujours de réponse immédiate. Il est iréaliste de leur demander de se passionner pour la réforme institutionnelle de 1996. C'est avant tout un sujet pour les experts et la classe politique, à qui il revient d'en expliquer l'enjeu à l'opinion publique : donner à l'Europe les moyens de ses ambitions.

(Propos recueillis par F. de F.)

7 jours Europe - numéro 215 - 22 janvier 1996

## ABONNEMENT

NOM ..... Prénom .....  
Adresse .....

**NORMAL : 50F**

**MILITANT : 100F**

**SOUTIEN : 500F**

- Chèque à l'ordre de "Pres. : Fédéraliste" 26 rue Sola - 69002 LYON

- C.C.P. 2490 82 P LYON. (N° supplémentaires sur simple demande)

**Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS**